

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

GROUPE PLUS-VALUES

Société anonyme au capital de 652 400 €
Siège social : 1 avenue du Général Leclerc - 93250 Villemomble
479 094 625 RCS Bobigny

(la « **Société** »)

Avis de réunion valant avis de convocation

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont informés que le Conseil d'administration les convoque en Assemblée générale mixte le 30 septembre 2025 à 17 heures 30, au siège social de la société, afin d'approuver les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024. L'ordre du jour est le suivant :

A titre Ordinaire

1. Approbation des comptes annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Examen des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
4. Examen et renouvellement du mandat d'un membre du conseil d'administration (*Mme Christelle POUSSIER*) ;
5. Examen et renouvellement du mandat d'un membre du conseil d'administration (*Mme Cathy HERBET*) ;

A titre extraordinaire

6. Réduction du capital social de la Société motivée par des pertes d'un montant nominal de 448 840 euros, par diminution de la valeur nominale unitaire des actions ;
7. Modifications des statuts de la Société en conséquence de la réduction de capital ;
8. Pouvoirs en vue des formalités.

Le Projet des résolutions à l'assemblée générale mixte est le suivant :**A titre Ordinaire**

PREMIÈRE RÉSOLUTION (*Approbation des comptes annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- du rapport annuel 2024 intégrant notamment le rapport de gestion sur les comptes annuels et le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi que les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ces rapports ;

prend acte, en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts ; et

donne aux membres du conseil d'administration et au président-directeur général quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats pour ledit exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION (*Examen des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, **approuve** les conclusions du rapport spécial des commissaires aux comptes et les conventions qui y sont visées ; étant précisé que l'actionnaire concerné par lesdites conventions ne prend pas part au vote.

TROISIÈME RÉSOLUTION (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration,

décide d'affecter le résultat net de l'exercice de 1 162,07 euros au compte « *report à nouveau* », dont le solde sera ainsi ramené à un montant débiteur de (448 840,51) euros ;

constate, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois précédents exercices sociaux.

QUATRIÈME RÉSOLUTION (*Examen et renouvellement du mandat d'un membre du conseil d'administration (Mme Christelle POUSSIER)*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le mandat d'administrateur de Mme Christelle POUSSIER vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

décide de renouveler le mandat d'administrateur de Mme Christelle POUSSIER pour une nouvelle durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2031 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Mme Christelle POUSSIER a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et a déclaré satisfaire aux conditions légales et réglementaires pour l'exercice de ce mandat.

CINQUIÈME RÉSOLUTION (*Examen et renouvellement du mandat d'un membre du conseil d'administration (Mme Cathy HERBET)*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le mandat d'administrateur de Mme Cathy HERBET vient à expiration à l'issue de la présente assemblée,

décide de renouveler le mandat d'administrateur de Mme Cathy HERBET pour une nouvelle durée de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2031 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Mme Cathy HERBET a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et a déclaré satisfaire aux conditions légales et réglementaires pour l'exercice de ce mandat.

A titre extraordinaire

SIXIÈME RÉSOLUTION (*Réduction du capital social de la Société motivée par des pertes d'un montant nominal de 448 840 euros, par diminution de la valeur nominale unitaire des actions*) – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes de la Société,

constate que, du fait des pertes antérieures, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social,

rappelle que l'assemblée a décidé en date du 30 juin 2023 de ne pas prononcer la dissolution de la Société et de poursuivre l'exploitation sociale,

rappelle, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, dans ce cas *la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue [...] de réduire son capital social du montant nécessaire pour que la valeur des capitaux propres soit au moins égale à la moitié de son montant* ;

rappelle que, après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le « *report à nouveau (débit)* » s'élève à (448 840,51) euros ;

décide conformément aux articles L.225-204 et suivants du Code de commerce, de réduire le capital social de la Société d'un montant de 448 840 euros, pour le ramener de 652 400 euros à 203 560 euros par voie de réduction de la valeur de nominale de chacune des actions composant le capital de la Société, sans modification du nombre d'action ;

décide d'affecter le montant résultant de ladite réduction de capital à l'apurement des pertes antérieures figurant au poste « *report à nouveau (débit)* », après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui est ainsi ramené à un solde débiteur de (0,51) euro ;

rappelle que l'opération de réduction de capital susvisée n'ouvre pas droit à opposition des créanciers, conformément aux dispositions des article L.225.205 du Code de commerce, en conséquence, la présente réduction de capital prend effet ce jour, à l'issue de la présente assemblée générale.

SEPTIEME RÉOLUTION (*Modifications des statuts de la Société en conséquence de la réduction de capital*) – L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

constate que le capital social de la Société est ainsi ramené de 652 400 euros à 203 560 euros, toujours divisé en 65 240 000 d'actions ;

constate que la valeur nominale des actions de la Société est en conséquence ramenée à environ 0,0031 euro par actions et **décide** en conséquence de retirer des statuts de la Société toute mention à la valeur nominale unitaire des actions ;

décide, en conséquence de ce qui précède, que :

- L'article 6 (*formation du capital*) est renommé « apports » et le paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article 6 :

« ARTICLE 6. – APPORTS

[...]

6°/ Suivant délibérations en date du 30 septembre 2025, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de procéder à une réduction de capital motivée par des pertes d'un montant de 448 840 euros, pour ramener le capital social de la Société de 652 400 euros à 203 560 euros. »

- L'article 7 est désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à la somme de **deux cent trois mille cinq cent soixante euros** (203 560 €).*

Il est divisé en 65 240 000 actions de même catégorie et de même valeur nominale.

HUITIEME RÉOLUTION (*Pouvoirs en vue des formalités*) – L'assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires requises.

Modalités de participation à l'Assemblée générale :

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires sont informés que la participation à l'Assemblée est subordonnée à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier. Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire.

Modalités de vote à l'Assemblée générale :

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser une procuration sans indication de mandataire, ce qui équivaut à donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale ;
- voter par correspondance ;
- donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint ou partenaire pacsé, ou à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, telles que prévues à l'article L. 22-10-39 du Code de commerce.

Les actionnaires pourront demander à la Société le formulaire de vote et ses annexes de telle sorte que la demande parvienne six jours avant la date de l'Assemblée. Les formulaires de vote, pour être pris en considération devront être parvenus à la Société au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Les modalités de participation à l'Assemblée générale par visioconférence ou par un moyen de télécommunication n'ont pas été retenues pour cette Assemblée générale. De ce fait, aucun site internet visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission. A cette fin, l'intermédiaire teneur de compte notifie le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Points et projet de résolutions et questions écrites des actionnaires :

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Président du Conseil d'administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : contact@francebourse.com au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur, doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@francebourse.com et être réceptionnées au plus tard vingt-cinq jours avant l'Assemblée générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis (article R. 225-73, II du Code de commerce). Ces demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions sont accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'Assemblée générale de points ou de projets de résolutions qui seront présentées est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Documents d'information pré-Assemblée :

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées générales seront disponibles au siège de la Société, 1 avenue du Général Leclerc, 93250 VILLEMOMBLE, dans les délais légaux, et pour les documents prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce, sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : www.groupe-pv.com, à compter du 21^{ème} jour précédant l'Assemblée.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour de l'Assemblée à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentés par des actionnaires.

Le Conseil d'administration.